

Faire taire la dissidence révèle l'insécurité dans les cercles intimes

Rod Taylor

Chef, PHC Canada

Il y a une pandémie d'intimidation agressive à Ottawa, et elle a infecté plusieurs partis politiques. Nous sommes tous bien conscients des avertissements du chef libéral Justin Trudeau – au début de son mandat – selon lesquels seules les personnes soutenant le droit à l'avortement seraient acceptées comme candidats libéraux et que tous les députés libéraux devraient voter en faveur de l'avortement sans entrave.¹

Sa position n'a fait que se durcir depuis lors et les députés libéraux sortants qui s'étaient auparavant identifiés comme pro-vie sont docilement restés silencieux pendant les quelques débats sur le sujet. En fait, sur presque tous les sujets dont la Chambre a été saisie, les députés libéraux sont restés solidaires, quoi qu'il arrive. Ce n'est pas un signe de courage ou de confiance que chaque individu - unique dans son expérience et représentant des circonscriptions très diverses - devrait par coïncidence présenter exactement les mêmes points de discussion et opinions sur une multitude de questions. C'est plutôt un signe de soumission à des pensées mandatées, qui doivent servir de phare éclairant le triste état de notre démocratie.

Une autre révélation du besoin de complicité complète et complaisante de M. Trudeau a été lorsque, le 14 janvier 2019, il a rétrogradé sa ministre de la Justice, Jody Wilson-Raybould, la transférant aux Affaires des anciens combattants, un portefeuille moins important. Mme Wilson-Raybould était devenue très critique à l'égard du cabinet du premier ministre et a déclaré ouvertement les pressions qu'elle avait subies concernant sa gestion de l'affaire SNC-Lavalin.² Le fait que le Premier Ministre l'ait écartée du rôle de la justice a été perçu par beaucoup comme une rétribution pour ses critiques publiques et une tentative de la faire taire. Elle a quitté son cabinet en février et, le 2 avril, le Premier Ministre a expulsé Mme Wilson Raybould et l'ancienne ministre de la Santé, la Dre Jane Philpott,³ du caucus libéral.

C'est peut-être pourquoi, depuis lors, la plupart des députés libéraux ont été loyaux à une faute. Ils ne veulent pas être licenciés. Ils ne veulent pas perdre la faveur du Premier Ministre, dont ils doivent avoir l'approbation pour s'inscrire comme candidats libéraux. Les dépenses irresponsables, l'imposition occasionnelle de mesures draconiennes en réponse à la COVID, le rejet arrogant et négligent des appels à la responsabilité, l'augmentation des taxes sur le carbone et les commentaires hostiles et dépréciatifs à propos de ceux qui ne sont pas d'accord avec lui, toutes ces actions imparfaites sont tolérées et défendu par son caucus.

Malheureusement, cette tendance d'un chef de parti peu sûr à contrôler et à manipuler les membres de la base du même parti afin de présenter un front uni ne se limite pas au Parti libéral. L'année dernière, nous avons vu le Parti Vert endommagé par des conflits internes sur le style de leadership et les attentes.

Même le Parti conservateur, avec ses objectifs déclarés d'une « grande tente bleue » où « les conservateurs de tous types sont les bienvenus » (y compris probablement les conservateurs sociaux pro-vie, pro-famille traditionnelle, les conservateurs fiscaux et les conservateurs « progressistes »), a vu sa part d'intimidation et de menaces à peine voilées.

Deux ou trois événements récents soulignent le genre de pression qui s'exerce chaque fois que le chef du PCC et ses proches se sentent menacés. La sénatrice conservatrice de longue date, Denise Batters, a été expulsée du caucus pour avoir lancé une pétition appelant à une révision du leadership.⁴ Il est bien connu que des milliers de députés conservateurs reprochent à Erin O'Toole de ne pas avoir renversé l'impopulaire Justin Trudeau lors des récentes élections. La sénatrice Batters a donné aux membres du parti une plate-forme sur laquelle exprimer leurs opinions - et pour cela, elle a été licenciée.

La plupart des sociaux-conservateurs canadiens se souviendront de l'expulsion de l'ancien député Derek Sloan du caucus et du parti pour avoir exprimé ses opinions bien arrêtées sur les taxes sur le carbone, l'ouverture des frontières et la portée excessive du gouvernement en matière de pandémie.⁵ L'excuse de son congédiement était que sa campagne à la direction avait reçu un petit don de 131,00 \$ d'un raciste dont aucun d'entre nous n'avait jamais entendu parler (et que le PCC lui-même avait traité). Mais, c'est là que les réactions énervées de la direction du PCC sont contre-productives. Au lieu de rejeter Derek Sloan sur une excuse fragile, M. O'Toole aurait pu renforcer son parti en l'incluant dans son cabinet fantôme. Le fait que M. Sloan ait été candidat à la direction a peut-être fait de lui une menace pour l'homme qui veut rester chef. Il y a quelques années, l'ancien chef du PCC, Andrew Scheer, semblait être tombé dans le même piège. Il aurait pu intégrer ses rivaux de leadership, Maxime Bernier et Brad Trost, dans son cabinet fantôme. Au lieu de cela, il a rendu la situation si inconfortable pour M. Bernier qu'il a démissionné et M. Trost a été évincé par des initiés du parti qui ont pu le déjouer pendant la bataille pour l'investiture.

La réalité est que les conservateurs sociaux ne sont vraiment pas les bienvenus dans la Grande Tente Bleue. Pas s'ils disent ce qu'ils pensent. Pas s'ils ne parviennent pas à suivre la ligne du parti. Si ce n'était pas le cas, nous aurions vu au moins une poignée d'hommes et de femmes s'élever contre le projet de loi C-4 (l'interdiction de la thérapie de conversion) la semaine dernière.⁶ Mais tous étaient silencieux. Que leur a-t-on dit à huis clos ? L'approbation du chef est-elle si précieuse qu'on abandonnerait une bataille si importante sans même un combat?

Il n'est pas surprenant qu'un homme soit intimidé, effrayé, menacé, cajolé, humilié ou soudoyé dans un acte au sujet duquel il peut se sentir moralement en conflit. . . mais quand une salle entière de personnes est entraînée dans une action qui viole leur conscience collective et individuelle, il se passe quelque chose de très sinistre. . . et ça ne peut pas bien finir.

« Les méchants s'enfuient quand personne ne les poursuit. Mais, les justes sont hardis comme un lion. »

Le Parti de l'Héritage Chrétien représente la vie, la famille et la liberté. Ce sont des valeurs fondamentales, comprises par chaque candidat qui choisit de porter notre bannière. Sur d'autres sujets, nous croyons au vote libre et à la liberté d'expression pour nos candidats et futurs députés. Nous croyons que chaque individu est unique et a des dons et des compréhensions uniques. Nous voulons entendre nos membres. Nous ne serons pas toujours d'accord sur tous les sujets, mais lorsque la dissidence est réduite au silence, la tyrannie est en marche.

Pour une démocratie plus forte, nous avons besoin d'un parti qui repose sur les fondations qui ont rendu ce pays fort . . . notre héritage chrétien. Rejoignez le PHC⁷ aujourd'hui et défendez votre liberté.

Notes de bas de page

¹ www.lifesitenews.com/news/we-will-be-whipping-the-vote-trudeau-says-he-will-force-liberal-mps-to-vote/

² www.thecanadianencyclopedia.ca/en/article/jody-wilson-raybould

³ www.cbc.ca/radio/thecurrent/the-current-for-april-4-2019-1.5083352/inside-the-brief-conversation-in-which-jane-philpott-was-expelled-from-the-liberal-caucus-1.5084030

⁴ www.theglobeandmail.com/politics/article-senator-batters-kicked-out-of-conservative-caucus-over-challenge-to/

⁵ nationalpost.com/opinion/derek-filderbrandt-derek-sloans-exile-over-131-from-white-supremacist-doesnt-add-up

⁶ www.cp24.com/news/liberals-thank-conservatives-who-championed-conversion-therapy-ban-as-it-passes-house-1.5689458

⁷ www.chp.ca/accueil/Rejoignez-nous

Parti de l'Héritage Chrétien du Canada

chp.ca/fr/accueil • NationalOffice@chp.ca • 1-888-VOTE-CHP (868-3247)

PO Box 4958, Station E, Ottawa, Ontario K1S 5J1

Ce Communiqué peut être copié